

Sur la hantise de l'« écart croissant »

Roland Granier

Volume 34, numéro 4, décembre 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/038682ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/038682ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Granier, R. (2003). Sur la hantise de l'« écart croissant ». *Études internationales*, 34(4), 583–610. <https://doi.org/10.7202/038682ar>

Résumé de l'article

On s'interroge, dans cet article, sur la pertinence de la thèse de l'écart croissant entre les niveaux de vie des pays pauvres et riches. Celle-ci n'est pas neuve mais fait actuellement un retour en force dans le cadre des débats suscités par la mondialisation et l'anti-mondialisme. S'appuyant sur des séries statistiques sérieuses et récentes, l'auteur établit tout d'abord que la notion d'écart « global », fort difficile à cerner, n'a pas grand sens et qu'en outre le désir ou l'espoir d'une « convergence » à court ou moyen terme des deux ensembles de pays relève plutôt du rêve. Puis, dépassant cette vision probablement trop globalisante de la question examinée, il montre que les diverses évolutions nationales, (notamment les croissances démographiques et économiques) de bien des pays moins développés, conduisent à douter de la validité « absolue » de la thèse de l'écart croissant et à nuancer fortement les conclusions les plus fréquemment avancées, excessivement pessimistes selon lui.

Sur la hantise de l'« écart croissant »

Roland GRANIER*

RÉSUMÉ : On s'interroge, dans cet article, sur la pertinence de la thèse de l'écart croissant entre les niveaux de vie des pays pauvres et riches. Celle-ci n'est pas neuve mais fait actuellement un retour en force dans le cadre des débats suscités par la mondialisation et l'anti-mondialisme. S'appuyant sur des séries statistiques sérieuses et récentes, l'auteur établit tout d'abord que la notion d'écart « global », fort difficile à cerner, n'a pas grand sens et qu'en outre le désir ou l'espoir d'une « convergence » à court ou moyen terme des deux ensembles de pays relève plutôt du rêve. Puis, dépassant cette vision probablement trop globalisante de la question examinée, il montre que les diverses évolutions nationales, (notamment les croissances démographiques et économiques) de bien des pays moins développés, conduisent à douter de la validité « absolue » de la thèse de l'écart croissant et à nuancer fortement les conclusions les plus fréquemment avancées, excessivement pessimistes selon lui.

ABSTRACT : This article is devoted to the relevance of the thesis dealing with the widening gap between the standards of living of poor and rich nations. Even if this thesis isn't a new one, however it is doing a strong come back nowadays with the debates entailed by the globalisation and the anti-globalisation. Leaning on very serious and recent statistic series, the author is establishing first that the notion of « global gap » – difficult to define – hasn't actually much meaning. In addition, hoping or wishing a « convergence » of the two groups of countries at short or medium time is rather part of a dream. Finally, going further than the probably too globalising vision of the question examined, he shows that the different national evolutions (especially the demographic and economic growths) in a lot of less developed countries lead to a doubtful position about the absolute validity of the « widening gap thesis » and lead to shade deeply the more frequently proposed conclusions, excessively pessimistic according to the author.

Nombre d'adversaires de la mondialisation voudraient soudain lui faire porter la responsabilité d'un écart que l'on affirme croissant entre niveaux de vie des pays riches et pauvres. Le développement spectaculaire, voire débridé aux yeux de certains, des échanges commerciaux se trouverait ainsi responsable d'une indiscutable augmentation des *inégalités internationales de niveau de vie*¹. Les arguments avancés s'appuient, plus ou moins implicitement, sur l'hypothèse que l'échange commercial serait une sorte de « jeu à somme nulle » au travers duquel la richesse de quelques pays se bâtit au détriment de beaucoup d'autres. Ainsi, la vieille thèse marxiste de la paupérisation croissante de certains groupes,

* Professeur émérite à l'Université d'Aix-Marseille. Doyen honoraire de la faculté d'Économie appliquée.

1. Nous avons particulièrement étudié cette question de l'évolution de l'écart de revenus réels par tête entre pays riches et pauvres dans les années 1960. Voir Roland GRANIER, *Rythmes de croissance et inégalités internationales de développement*, Paris, Éditions Cujas, 1968.

corrélative à l'enrichissement d'autres groupes, est plus ou moins consciemment réanimée, mais dans une *perspective internationale* cette fois.

En vérité, cette prise de position est d'autant plus surprenante que la préoccupation du fameux « gap » (croissant ou non) est loin d'être neuve. Les économistes, mais aussi les sociologues, les géographes, les historiens n'ont, en effet, pas plus attendu la mondialisation que le mouvement anti-mondialisation pour aborder cette question, à laquelle ils ont consacré de nombreux travaux depuis les années 1950. En particulier, parmi les économistes français, une controverse assez dense s'est produite au début de la décennie 1960 à travers des articles et communications scientifiques fort solides, s'efforçant d'une part de mesurer le « gap » et d'apprécier son évolution et, d'autre part, d'en rechercher les causes². Or le développement des relations commerciales internationales, s'il n'était jamais négligé, ne figurait cependant pas toujours au premier rang des facteurs explicatifs invoqués. Ainsi le phénomène en question mobilisait déjà bien des chercheurs en sciences humaines voici quarante ou cinquante ans. Signalons enfin que l'affirmation de la croissance perpétuelle de l'écart, dans son expression la plus générale et la plus péremptoire, ne constitue qu'une hypothèse qui se situe parmi les plus difficiles à vérifier. Si la mesure de l'écart à un instant du temps est déjà malaisée, l'appréciation de son évolution temporelle l'est plus encore. Ce que l'on oublie trop souvent de signaler ou de rappeler quand on évoque cette question³... Et l'on constate couramment que pour de très nombreux économistes, politologues, géographes, etc., l'écart croissant est d'une telle évidence que sa vérification n'aurait plus à être envisagée...

2. Voir notamment Claude ZARKA, « Les inégalités économiques entre nations tendent-elles à croître ? », *Revue économique*, n° 5, 1962, pp. 736-754 ; Gaston LEDUC, « Les inégalités économiques entre nations ont-elles tendance à s'accroître ? », *Journal de la société de statistique de Paris*, avril/juin 1964, pp. 95-102 ; Robert BONNAUD, « L'Avenir du Tiers-Monde », *Cahiers d'études révolutionnaires*, n° 3, 1964, pp. 5 et sq. Quelques années plus tard André PIATIER publiait un article intéressant sur cette même question, « Le pessimisme sans mesure n'est pas de mise », *Le Figaro*, 8-9 avril 1972. Il faut enfin savoir qu'en septembre 1970 un important colloque se tint sur ce problème à Bled, en Yougoslavie à l'époque, rassemblant un étonnant aréopage d'économistes particulièrement prestigieux du xx^e siècle (entre autres Bhagwati, Boulding, Chenery, Hicks, Horvat, Johnson, Kuznets, Lewis, Little, Lundberg, Ohlin, Don Patinkin, Ranis, Vernon...), dont les actes furent publiés par Gustav RANIS, *The Gap Between Rich and Poor Nations*, Londres, MacMillan, 1972, 439 p.
3. Il semble souvent bien plus commode et confortable d'asséner des affirmations malaisément vérifiables et non démontrées, du type : « Les inégalités s'accroissent entre les pays comme au sein de chaque économie », dans Lionel JOSPIN, « Ma vision de l'Europe et de la mondialisation », *Les Notes de la Fondation Jean-Jaures*, n° 25, octobre 2001. De même un récent rapport (novembre 2000) à l'Assemblée nationale française du député Jean-Claude Lefort, part de l'idée que « le fossé entre pays industrialisés et pays en développement ne cesse de s'accroître », (p. 17, il s'agit même du titre d'un développement substantiel) ce qui se trouve à vrai dire non démontré, Jean-Claude LEFORT, « L'OMC a-t-elle perdu le Sud ? Pour une économie internationale équitable assurant le développement des pays pauvres », *Journaux officiels*, n° 2750. De même Michel AGLIETTA n'hésite apparemment pas à affirmer, sans en apporter la moindre preuve, « (...) en cinquante ans l'écart de revenu par habitant entre pays riches et pauvres est passé de 1 à 5 à 1 à 50 », *Enjeux – Les Échos*, n° 191, mai 2003, p. 59, ce qui est une affirmation arbitraire et contredite par les observations empiriques actuellement réalisables.

Notre propos n'est pas, ici, de vérifier si oui ou non la mondialisation capitaliste « contemporaine », telle que nous la connaissons aujourd'hui, pourrait se trouver responsable du « gap » puisque l'on sait pertinemment que l'apparition de celui-ci lui fut bien antérieure. L'objet de cet essai sera plutôt de tenter d'apprécier l'importance de cet écart après le second conflit mondial d'une part et en ce début du xxi^{e} siècle d'autre part, pour vérifier son éventuelle tendance à l'aggravation. Car l'on dispose désormais d'un recul de plus de cinquante ans et d'outils statistiques sans doute bien plus complets et plus fiables qu'au cours des décennies 1950, 1960 ou même 1970.

I – Les concepts d'écart de revenu

Lorsqu'on aborde les questions relatives aux disparités de revenus, il est pour commencer capital de bien distinguer l'*écart absolu*, obtenu par *différence*, de l'*écart relatif*, obtenu par *quotient*, car selon le type d'écart choisi on peut fort bien aboutir à deux conclusions opposées⁴... Ainsi, si l'on désigne par Y_R le revenu annuel d'un individu riche (par exemple 60 000 € par an) et par Y_P celui d'un pauvre (par exemple 4 000 €) à un instant donné ($Y_R > Y_P$), l'écart absolu ($Y_R - Y_P$) s'établira à 56 000 € et l'écart relatif (Y_R / Y_P) ira de 1 à 15. Pour que l'on puisse envisager une réduction de l'écart il faut, bien entendu, au minimum supposer que les ressources du plus pauvre progresseront, dans l'avenir, plus rapidement que celles du plus riche. Autrement dit, le taux de croissance annuel du plus petit revenu doit être supérieur au taux de croissance du plus élevé. S'il en va ainsi on peut être assuré que l'écart relatif se réduira. Mais il n'est pas du tout certain qu'il en ira de même pour l'écart absolu. Supposons ainsi que, l'année suivante, les deux catégories de revenus progressent, la première (le revenu du riche) de 5 %, la seconde (le revenu du pauvre) de 8 % ; un an plus tard on aura $Y_R = 63\,000$ € et $Y_P = 4\,320$ €. L'écart absolu s'est accru dans ce cas, passant de 56 000 à 58 680 €, (+ 2 680 €), alors même que l'écart relatif s'est réduit, passant de « 1 à 15 » à « 1 à 14,5 ». En soi ces deux résultats sont incontestables et il convient, naturellement, de soigneusement distinguer les deux types d'approches dans une même argumentation ou démonstration⁵. Si l'on transpose ces observations à un nombre substantiel d'années (disons plusieurs décennies consécutives) leurs implications deviennent riches d'enseignements. En effet, dès que le plus petit revenu se met à croître plus rapidement que le plus élevé, l'écart relatif (quotient) diminue nécessairement, alors même que l'écart absolu peut continuer à progresser,

4. Sur les questions conceptuelles, outre les travaux précédemment cités de Cl. ZARKA, G. LEDUC et R. GRANIER, voir la pénétrante contribution de S. KUZNETS, « The Gap. Concept, Measurement, Trends », in G. RANIS, (dir.), *op. cit.*, pp. 3-44.

5. La distinction entre les deux types d'écarts, fréquemment pratiquée dans les années 1950 et 1960, est moins usitée de nos jours. Si bien que trop souvent l'on ne sait à quel type d'écart se réfère telle ou telle affirmation sur l'état ou sur l'évolution du « gap ». Tel est par exemple le cas de S. BRUNEL et J. FRIBOULET, « Tiers-Monde », *Encyclopædia Universalis*, version 8, 2003 et de J. FRIBOULET, « Développement économique et social », *Encyclopædia Universalis*, version 8, 2003. À l'inverse, dans le même ouvrage, Y. Berthelot distingue soigneusement les deux types d'écarts, Y. BERTHELOT, « Aide économique », *Encyclopædia Universalis*, version 8, 2003.

mais selon un rythme inévitablement de plus en plus lent⁶. En admettant que le taux de croissance le plus vif affectera le revenu du plus pauvre pendant un temps suffisamment long, il est donc clair qu'à un certain moment l'écart absolu se stabilisera, puis commencera à diminuer régulièrement jusqu'à l'égalisation des deux revenus (processus dit de convergence⁷). Dans le cas de notre simulation, il ne faudrait pas moins de 81 ans pour obtenir la stabilisation de l'écart absolu et de 97 ans pour égaliser Y_p et Y_R . On voit donc que la durée des observations faites est un autre paramètre important de la question examinée. Au total, il convient de travailler sur des périodes suffisamment longues et il ne faut surtout pas se laisser aveugler par les seuls accroissements des écarts absolus. Il semble, en revanche, souhaitable de prêter une attention particulière à l'écart relatif et à son éventuelle réduction. Quand il en va ainsi cela peut en effet constituer un signe annonciateur important d'une réduction, à terme, de l'écart absolu (convergence *stricto sensu*).

Tel est, ramené à sa plus simple expression, l'outillage conceptuel et/ou théorique qui sert en général, et par transposition, à juger de l'évolution de l'écart entre nations riches et pauvres. Il convient cependant de s'interroger sur le réalisme et la validité d'une telle transposition.

II – Les écarts internationaux de niveaux de vie : questions de méthode

Cette transposition présuppose que soient préalablement résolues les deux questions de la nature exacte des ensembles comparés et des concepts et méthodes retenus pour procéder à la mesure des écarts.

A — Les champs possibles de comparaison

La question des ensembles statistiques donnant lieu à comparaisons n'est pas dépourvue d'ambiguïtés. S'il est fréquent de lire ou d'entendre dire que l'écart entre nations (ou pays) développés et moins développés ne cesse de s'aggraver, il n'est aujourd'hui pas moins rare d'entendre affirmer que l'*écart mondial* des revenus entre « les 20 % les plus pauvres » et « les 20 % les plus riches » de la planète est passé, en termes relatifs, de 30 à 74 de 1960 à 1997⁸, voire de 30 en 1960 à 82 en 1995, ou que la population (1,2 milliard de personnes) ne disposant au niveau mondial que de 1 \$ par jour est hélas demeurée très stable depuis dix ans, ou encore qu'à la fin des années 1990 1/5 de la population planétaire s'adjudageait 86 % du produit intérieur brut mondial⁹. À vrai dire, il faut ici bien se convaincre que l'on trouvera toujours

6. Ce qui est le cas dans notre exemple et ce qui dépend de l'ampleur de la différence originelle entre les niveaux de revenus et de celle de la disparité entre les taux de croissance des deux variables.

7. Il est évidemment facile de calculer mathématiquement le temps indispensable à la stabilisation de l'écart absolu, ainsi que le temps nécessaire à l'égalisation de Y_R et de Y_p .

8. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, 1999.

9. Globalisation Guide, Org : *What is Globalisation ?*, www.globalisationguide.org/01.html.

un écart bien moins important entre le revenu par tête américain et le revenu *per capita* zairois qu'entre les ressources du plus riche des Américains et celles du plus pauvre des Zairois... Ce qui conduit à soulever deux questions essentielles.

En premier lieu, notons que les accroissements effectifs des revenus n'ont pas nécessairement la même signification selon que l'on est riche ou pauvre. Quand le titulaire de Y_R voit son revenu passer de 60 000 € à 63 000 € par an son niveau de vie s'accroît, certes, de 5 % mais cela est probablement beaucoup moins important, à ses yeux, que ne l'est une amélioration (même très inférieure) de ses propres ressources pour le plus pauvre. L'accroissement des dépenses du premier se portera probablement sur des achats beaucoup moins vitaux ou indispensables (à moins, d'ailleurs, qu'il ne préfère augmenter son épargne) que ne le permettra à son titulaire l'amélioration du revenu du second. C'est la raison pour laquelle l'amélioration des ressources d'un ouvrier peu qualifié paraît en général à l'opinion publique plus urgente que celle d'un cadre supérieur... De même, dans l'ordre international, un dollar de plus pour le Tchadien « moyen » revêt pour ce dernier une utilité très supérieure à celle d'un dollar supplémentaire gagné par le citoyen moyen de Paris ou de Chicago. Pour le dire autrement les augmentations successives des revenus ont en général des utilités (réelles autant que subjectives) décroissantes. La mesure statistique de cette réalité est malaisée, sinon impossible et les analyses purement quantitatives des écarts et de leurs évolutions ne peuvent malheureusement en rendre compte. Comme le note avec pertinence Christian Morrisson, le débat prend fréquemment un ton d'autant plus pessimiste qu'on « associe souvent inégalité et pauvreté, alors que *la pauvreté peut reculer même lorsque l'inégalité augmente*¹⁰ ». En conséquence, les progrès réalisés par les moins bien nantis ne doivent jamais être occultés par une focalisation excessive sur l'écart absolu¹¹.

En second lieu, il nous paraît bien peu pertinent de *mixer*, comme on le fait trop fréquemment, les approches par les inégalités interindividuelles (occultant trop fréquemment les disparités internationales) et les approches par les inégalités internationales (négligeant en général les inégalités internes propres à chaque pays¹²), mixage qui conduit tant le rédacteur que le lecteur à des appréciations pour le moins embrouillées, quand ce n'est totalement

10. Ch. MORRISSON, « Inégalités, pauvreté et mondialisation », *Commentaire*, n° 100, 2003, p. 819. C'est nous qui soulignons.

11. Dès 1970, Arthur Lewis notait pertinemment : « I have never been much impressed by 'the revolution of rising expectations', or 'the demonstration effect', or 'the importance of closing gap', so these remarks will concentrate on the prospects of the less developed countries, without reference to what may happen simultaneously to the living of standards of the more developed. The central objective is taken to be to raise the level of living of the masses of the people in LDC's as rapidly as is feasible, with all the problems hidden in the word 'feasible' », A. LEWIS, « Objectives and Pronostications », in G. RANIS, *op. cit.*, pp. 411-434.

12. Ch. Morrisson et F. Bourguignon ont récemment publié un article permettant de clarifier sensiblement la question, F. BOURGUIGNON et Ch. MORRISSON, « Inequality among World Citizens, 1820-1992 », *American Economic Review*, septembre 2002.

erronées. Considérons deux pays, A et B. Dans le premier les revenus varient de 2 à 6 (moyenne de 4) ; dans le second ils varient de 20 à 60 (moyenne de 40). Les intervalles (relatifs et internes) de variation s'étendent de 1 à 3 dans chacun d'entre eux. Par ailleurs l'écart relatif entre les minima, entre les maxima et entre les moyennes est partout de $B/A = 10$. Mais en considérant A et B comme un seul pays on soutient bien souvent que l'intervalle relatif séparant le pays pauvre du pays riche s'étend de 1 à 30 (soit $60/2$) ce qui est pour le moins inexact, pour ne pas dire intellectuellement malhonnête. Cette dernière conclusion, qui ne tient compte que des inégalités interindividuelles, ne correspond en effet à la situation réelle d'aucun des deux pays... C'est pourtant bien ce que l'on fait lorsqu'on compare, au niveau planétaire, les revenus des plus riches à ceux des plus pauvres, pour en déduire fréquemment un jugement sur le devenir du « gap ».

Pays A			Pays B		
Minimum	moyenne	maximum	minimum	moyenne	maximum
2	4	6	20	40	60
Écart moyen entre A et B : 1 à 10					
Intervalle relatif de variation en A : 1 à 3			Intervalle relatif de variation en B : 1 à 3		
Intervalle relatif et global de variation : 1 à 30					

En outre, une telle opération est d'autant plus contestable qu'elle mélange dans des catégories de revenus supposées homogènes (les 20 % les plus pauvres, les 5 % les plus riches, ...) des citoyens de divers pays, riches et pauvres. Ce qui conduit à des observations dont nous ne contestons pas l'intérêt intrinsèque mais qui n'ont pas grand-chose à voir avec notre propos. D'autant que les inégalités interindividuelles se sont principalement accrues dans la seconde partie du XVIII^e et tout au long du XIX^e siècles, mais qu'elles paraissent s'être réduites à partir de 1910 puis s'être plus ou moins stabilisées depuis 1950. Dans l'ensemble du monde, les parts des 60 % les plus pauvres et des 10 % les plus riches sont demeurées à peu près constantes depuis cette dernière date mais, parmi les plus riches, la proportion des Asiatiques (Japonais, Coréens, Taiwanais) s'est fortement accrue tandis que celles des Occidentaux¹³ s'est sensiblement atténuée. À l'inverse, la part des Africains s'est sensiblement accrue parmi les 20 % les moins riches. Les travaux de Morrisson et Bourguignon sont fort clairs sur cette évolution¹⁴. Il y a donc eu, depuis la fin du second conflit mondial, une forte recomposition des populations meublant les diverses tranches

13. Citoyens d'Europe occidentale développée, d'Amérique du Nord et d'autres « pays neufs » et riches.

14. Références figurant dans les notes 11 et 12 *supra*. Parmi les 10 % les plus riches, les Asiatiques sont passés de 2 % à 20 % de 1950 à nos jours, leur pourcentage ayant par ailleurs doublé dans les déciles 7, 8, 9, alors que la proportion des Africains ne cesse d'augmenter dans les déciles inférieurs de la distribution.

du revenu planétaire, ce qui permet de supposer que de fortes modifications sont intervenues dans les positions relatives des divers pays (déduction souvent négligée ou évitée)¹⁵.

Pour toutes ces raisons nous préférons continuer à appliquer la méthode des *comparaisons internationales* des niveaux de vie en confrontant des nations et échantillons de nations jugés significatifs.

B — Sources, périodes et constitution des échantillons de nations

Dans un souci de qualité et d'homogénéité nous nous référons exclusivement, qu'il s'agisse de pays riches ou de pays pauvres, aux statistiques proposées par A. Maddison¹⁶, chaque fois que nous aurons recours à des sources concernant la population, le PIB et le PIB par tête. Ces données, élaborées dans le cadre du Programme du Centre de développement de l'OCDE, très « travaillées » et « homogénéisées », exprimées en outre (PIB total et par tête) en dollars internationaux constants (année 1990), font en effet référence en matière de comparaisons internationales. Par ailleurs nous utiliserons, à titre en quelque sorte complémentaire, les Indicateurs du développement humain (IDH) initialement mis au point, voici 25 ans environ, pour pallier les insuffisances de la notion de revenu par tête et pour lui substituer un indice sans doute plus révélateur des disparités de niveau de vie. Correspondant à une notion de niveau de vie beaucoup plus riche que le seul revenu *per capita*, ces IDH synthétisent en effet les renseignements que l'on peut avoir, en l'état des connaissances statistiques, sur le revenu par tête (exprimé en parités de pouvoir d'achat), certes, mais aussi sur la longévité et la santé, représentées par l'« espérance de vie à la naissance », sur l'instruction et le savoir, synthétisés pour deux tiers par le « taux d'alphabétisation des adultes » et pour un tiers par le « taux brut de scolarisation » (du primaire au supérieur), autant d'indicateurs fort expressifs des niveaux de développement des diverses nations¹⁷.

15. À quoi l'on peut ajouter que de nombreux auteurs mettent en doute l'affirmation de l'augmentation de la pauvreté (absolue et relative) dans le monde, contrairement à ce qui est souvent affirmé. Voir par exemple A. BOLTHO et G. TONIOLO, « The Assessment. The Twentieth Century. Achievements, Failures, Lessons », *Oxford Review of Economic Policy*, hiver 1999, vol. 15, n° 4. Voir encore A. MELCHIOR, K. TELLE, H. WIIG, « Globalization and Inequality. World Income Distribution and Living Standards, 1960-1998 », *Royal Norwegian Ministry of Foreign Affairs*, 2000.

16. A. MADDISON, *L'économie mondiale 1820-1992, analyse et statistiques*, Paris, OCDE, 1995, et aussi *L'économie mondiale. Une perspective millénaire*, Paris, OCDE, 2001 (voir les très riches et très complètes annexes statistiques de ces deux ouvrages, périodes 1950-1995 et 1950-1998 pour tous les pays), ainsi que son tout dernier ouvrage, mis à jour à 2001, *L'économie mondiale. Statistiques historiques*, qui vient tout juste d'être publié dans la série des *Études du Centre de développement de l'OCDE*, octobre 2003. L'auteur nous avait préalablement fait l'amitié de nous fournir, déjà saisies dans un tableur, la totalité de ses séries pour les années 1950-2001, ce qui a grandement facilité notre travail. Nous tenons à très vivement l'en remercier.

17. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain (2002)*. On trouvera dans ce document des séries longues d'IDH (1975-2000) ainsi que de fort intéressantes notes de méthode sur leur élaboration et leur signification.

et dont les seuls revenus *per capita* peuvent fort bien occulter les améliorations ou les détériorations, notamment quand la distribution des revenus est très inégalitaire.

Quant à la période longue choisie elle permet de couvrir la totalité des années 1950-2001, ce qui nous paraît à la fois suffisant et essentiel pour aborder la question qui nous retient. Il serait en outre bien difficile de remonter beaucoup plus loin, pour les pays pauvres surtout, faute d'existence et/ou de fiabilité de l'information statistique disponible. Par ailleurs, la prise en considération des sous-périodes 1950-73 (croissance rapide des pays riches, d'au moins 5 % par an, en moyenne) et 1973-2001 (phase, non achevée et moins réjouissante, de la « croissance ralentie » de ces mêmes nations : en moyenne 2,0 % par an), permettra de mieux caractériser les phénomènes observés.

Un principe général sera par ailleurs respecté de façon stricte : la nécessité de définir les deux principaux échantillons de nations (les « riches » et les « pauvres ») de façon aussi objective et rigoureuse que possible et, tout particulièrement, de ne jamais faire varier dans le temps la teneur des sous-espaces de l'ensemble mondial ainsi déterminés. Se comporter différemment serait en effet contraire à toute méthode scientifique. Puisque nous voulons estimer les écarts à trois époques différentes ainsi que leur évolution entre ces trois années (1950, 1973 et 2001), les ensembles de nations comparés doivent être absolument les mêmes à ces trois dates... À lire ou à entendre bien des déclarations faites (surtout par les hommes politiques et/ou par des médias fortement engagés) à propos de l'écart « scandaleusement croissant », nous ne sommes pas sûr, loin s'en faut, qu'une telle rigueur soit toujours observée...

Pour notre part nous proposons, dans cette étude, de nous en tenir aux options décrites ci-après, du reste probablement perfectibles.

- Le Japon figurera parmi les pays riches. Pas tant parce qu'il l'est indiscutablement aujourd'hui, que parce qu'il nous paraît douteux de le classer parmi les pays moins développés en 1950. Dès avant guerre, en effet, il s'agissait d'une puissance industrielle respectable. En outre, on ne dispose pas d'une armée permettant l'opération de Pearl Harbor ou l'envahissement de la Corée, de l'Indochine et de la Chine (entre autres régions et pays concernés) sans détenir aussi une assise économique très solide. En réalité son faible PIB par tête du début des années 1950 concernait une nation beaucoup moins « sous-développée » que sortie éreintée d'un conflit particulièrement destructeur et sanglant pour elle. Pour des raisons analogues, mais en quelque sorte « symétriques », l'État d'Israël sera maintenu dans le groupe des pays en développement.
- Les ex-pays socialistes d'Europe Centrale et de l'Est, ainsi que les pays balkaniques qui formaient l'ancienne Yougoslavie, ne seront pas pris en compte ici. La régression économique qui les caractérise depuis l'amorce de leur processus de transition vers l'économie de marché interdit, pour

l'instant, tout jugement péremptoire¹⁸. La Russie ne sera pas davantage retenue, pour des raisons tout à fait voisines¹⁹. Et il en ira de même pour les douze²⁰ pays formant aujourd'hui l'OPEP, compte tenu des spécificités économiques des producteurs et exportateurs de pétrole.

- L'ensemble des pays développés ou « riches » rassemblera 16 pays d'Europe occidentale, quatre pays « neufs » (ou d'immigration originellement européenne) ainsi que le Japon, soit 21 pays au total²¹. Le maintien dans ce groupe de l'Espagne, de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal est justifié par la bonne intégration de ces quatre pays à la Communauté européenne d'une part et par le fait qu'au début des années 1950 leur revenu par tête se trouvait tout à fait comparable à celui du Japon.
- Reste enfin l'ensemble des pays « peu » ou « moins » développés, le « Tiers-monde » préféreront dire certains... Les sept pays asiatiques constituant les « Dragons²² » et les « Tigres²³ » seront évidemment maintenus dans ce groupe compte tenu de leur très faible niveau de vie à l'orée de la décennie 1950. Dans le cadre des statistiques disponibles, nous exploiterons des données portant sur un échantillon (présenté un peu plus loin) de 99 pays en développement²⁴.

C — Tailles et caractères des principaux échantillons

Penchons-nous dans un premier temps sur l'ensemble des 21 pays riches, qui rassemblaient en 2001, 388 977 000 personnes soit 6,33 % de la population

-
18. Ne sont également pas pris en compte dans cette étude une myriade de micro-nations (13 en Europe de l'Ouest, 21 en Amérique latine, 19 en Asie de l'Est, 15 en Afrique), pour lesquelles on ne dispose que de peu d'informations fiables, dont aucune ne présente individuellement une taille très significative (2,6 millions en moyenne) et représentant au total 175 millions de personnes, ce qui ne fait jamais que 2,9 % de la population mondiale.
19. D'une certaine façon, on pourrait avancer que les ex-pays communistes ne se sont jamais sentis concernés par notre problématique. Avant la chute du Mur de Berlin, en effet, il était fréquent d'entendre proclamer, dans ces pays, qu'ils n'étaient ni développés, ni en voie de développement, puisqu'ils étaient... *socialistes* !
20. Soit 12 pays : Arabie saoudite, Iran, Irak, Koweït, Venezuela, Algérie, Gabon, Indonésie, Libye, Nigeria, Qatar, Émirats Arabes Unis.
21. Pour l'Europe occidentale : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse. Pays « neufs » : Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et États-Unis. Pays d'Asie : Japon.
22. Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour et Taïwan.
23. Thaïlande, Malaisie et Indonésie.
24. Les sources utilisées permettent en effet de disposer de statistiques détaillées et homogènes pour 111 pays moins développés, au total. L'élimination des 12 nations que constituent l'OPEP et le Japon ramène cet échantillon à 99 pays : 48 se situent en Afrique, 29 en Asie et 22 en Amérique latine.

mondiale²⁵. Les PIB *per capita* de ces 21 nations sont présentés dans le tableau 1, aux trois dates retenues (1950-1973-2001)²⁶.

On notera tout d'abord que la chute de la croissance *per capita* a surtout concerné les pays européens et le Japon, à partir de 1973. Connaissant une croissance du produit par tête sensiblement inférieure à la moyenne du groupe dans les années 1950-73, les pays neufs ont en revanche mieux résisté à la crise après 1973. Concernant les positions relatives des divers pays on notera aussi que le pays le plus riche demeure les États-Unis (bien qu'en 1973 la Suisse le devance légèrement), que les trois autres pays neufs (Nouvelle-Zélande, Australie, Canada) les suivaient de peu en 1950 mais voient ensuite leurs rangs se détériorer en 1973 (9^e, 8^e et 4^e positions respectivement) et en 2001 (18^e, 7^e et 5^e rangs). En Europe, le Danemark, la Suisse, la Suède, la Norvège, les Pays-Bas connaissent des situations à la fois enviables et stables, ou peu évolutives ; l'Allemagne et la France (surtout) voient leurs positions s'améliorer de 1950 à 1973 mais se détériorer ensuite, tandis que le classement de l'Italie demeure à peu près inchangé. L'amélioration la plus spectaculaire concerne le Japon qui passe du 20^e rang en 1950 au 10^e en 1973 et en 2001. Cela dit, ces 21 pays riches ont tous connu la croissance depuis le second conflit mondial ; aucun n'a subi la moindre période de stagnation et moins encore de régression de son revenu par tête. Finalement le revenu moyen du groupe a progressé au rythme appréciable de 3,04 % l'an sur la longue période 1950 à 2001. À quoi l'on ajoutera que l'intervalle relatif de variation (maximum/minimum) est passé de 4,99 en 1950 (États-Unis/Grèce) à 2,65 (Suisse/Irlande) en 1973 et à 2,29 (États-Unis/Grèce) en 2001. Dans le même temps l'écart-type relatif²⁷ a diminué de 34,16 % en 1950 à 16,08 % en 1973 et à 11,24 % en 2001. Il s'agit donc là d'un groupe de nations en voie d'homogénéisation croissante en termes de niveaux de vie, autrement dit au sein duquel le processus de convergence est manifeste. Ce groupe ne peut, en conséquence, qu'être jugé très représentatif du monde riche.

Bien différente est en revanche l'impression que laisse l'examen des statistiques concernant le reste du monde et notamment l'ensemble des nations qui pouvaient assurément être qualifiées de « sous-développées²⁸ » en 1950, ces dernières se répartissant principalement entre les continents asiatique, africain et latino-américain. Le tableau 2 en fournit la liste par ordre alphabétique pour chaque continent et précise les revenus *per capita* (\$ internationaux de 1990)

25. Population mondiale : 6 149 005 000 personnes, selon les dernières estimations de A. MADDISON, 2001, *op. cit.*

26. Ces PIB par tête sont donc exprimés en \$ internationaux de 1990. En bas de tableau la rubrique « g en % » correspond aux taux de croissance géométriques annuels moyens. Les pays européens figurent en caractères normaux ; les pays « neufs » sont en caractères gras et italiques ; le Japon est en caractères gras.

27. Exprimé en % du revenu moyen pour chaque année considérée.

28. Selon l'expression alors admise.

des divers pays²⁹. Quant au tableau 3, également présenté ci-dessous, il est destiné à donner une idée générale de la dispersion des niveaux de vie dans ce groupe de nations. Les indices de dispersion se sont alourdis dans les trois continents. En particulier les écarts-types relatifs (en % des revenus pondérés moyens) ont considérablement augmenté en Afrique, un peu moins en Asie et assez peu en Amérique latine. En Afrique l'intervalle relatif de variation (revenu maximum/revenu minimum) est passé de 10 en 1950 à 56 en 2001 ; en Asie on est dans le même temps passé de 7 à 47 et en Amérique latine de 4 à 18... Si l'on prend en considération la totalité des 99 pays, force est bien d'observer que depuis 1950 l'intervalle de variation des revenus *per capita* s'est fortement élargi, allant en 1950 de 1 (Guinée-Bissau : 289 \$) à 17 (Argentine : 4 987 \$), puis de 1 (Tchad : 433 \$) à 22 (Israël : 9 645 \$) en 1973 et enfin de 1 (Zaïre : 202 \$) à 105 (Hong-Kong : 21 259 \$) en 2001. Les revenus moyens par tête ont eux aussi grandement évolué. L'Asie, en particulier, a désormais largement dépassé l'Afrique et sérieusement entrepris de rattraper l'Amérique latine. Ajoutons encore que les taux de croissance du PIB *per capita* (en \$ internationaux de 1990) soulignent bien la supériorité du dynamisme asiatique par rapport à l'Amérique latine et, plus encore, à l'Afrique :

	Asie %	Afrique %	Amérique latine %	Ensemble %
1950-1973	2,63	1,75	2,54	2,60
1973-2001	3,97	0,28	1,01	2,80
1950-2001	3,36	0,94	1,70	2,71

Ainsi, les termes de « Tiers-Monde » ou de « Sud », pour utiles qu'ils soient en d'autres circonstances, sont particulièrement dangereux dans la perspective qui nous retient. Ils procurent en effet l'illusion que l'on se trouverait en présence d'un ensemble relativement homogène de pays, présentant des structures voisines, des conditions climatiques et naturelles proches, des comportements démographiques analogues, bref des possibilités de décollage économique du même ordre, à quelques détails près. Ils laissent même plus ou moins entendre (surtout le terme Tiers-Monde) que pourrait exister entre ces nations une sorte de front économique et politique solidaire, face aux pays riches. Or rien n'est en réalité plus inexact qu'une telle vision.

En matière économique tout d'abord. Ainsi en 2001, entre les revenus minima et maxima de 202 \$ et 21 259 \$ par tête le *continuum statistique* est étonnant. Autant dire que les vocables Tiers-Monde et Sud se réfèrent à un mélange totalement hétéroclite de pays, les uns présentant tous les signes de la

29. On notera que la « couverture » que permet de réaliser cet échantillon est des plus substantielles, puisqu'il rassemble en 2001 quelque 73 % de la population mondiale, soit 4 432 253 000 personnes : 3 183 128 000 personnes dans les 29 pays d'Asie, 655 919 000 dans les 48 nations d'Afrique et 503 205 000 dans les 22 pays d'Amérique latine. Dans le tableau 2, pour faciliter le repérage des pays, des caractères spécifiques sont affectés aux pays des divers continents.

misère la plus terrible, alors que d'autres caracolent à la lisière du monde riche. En outre l'intervalle de variation entre les plus pauvres et les moins mal pourvus ne fait lui-même que s'aggraver : il est donc loin d'être indifférent de se trouver, dans ce groupe, aux premières ou aux dernières places ! Au total force est bien d'admettre que si les inégalités entre nations s'accroissent, c'est tout d'abord entre les pays pauvres eux-mêmes (!) qu'elles augmentent le plus. Réalité qui retient trop rarement l'attention de bien des commentateurs, sans doute trop hâtifs ou mal informés³⁰.

Tableau 1
PIB par tête, 21 pays riches

	1 950	1 973	2 001
Allemagne	3 881	11 966	18 670
Australie	7 493	12 759	21 849
Autriche	3 706	11 235	20 287
Belgique	5 462	12 170	20 905
Canada	7 437	13 838	22 669
Danemark	6 946	13 945	23 135
Espagne	2 397	8 739	15 590
États-Unis	9 561	16 689	28 757
Finlande	4 253	11 085	20 269
France	5 270	13 123	21 291
Grèce	1 915	7 655	12 579
Irlande	3 446	6 867	23 110
Italie	3 502	10 643	19 205
Japon	1 926	11 439	20 914
Norvège	5 463	11 246	24 520
Nouvelle-Zélande	8 453	12 513	16 177
Pays-Bas	5 996	13 082	21 714
Portugal	2 069	7 343	14 237
Royaume-Uni	6 907	12 022	20 066
Suède	6 738	13 493	20 514
Suisse	9 064	18 204	22 424
Total Eur-16	4 598	11 550	19 287
4 pays neufs	23 171	51 089	106 642
Japon	1 926	11 439	20 914
Total 21 pays	6 975	17 295	32 118
	<u>g 50-73</u>	<u>g 73-2001</u>	<u>g 50-2001</u>
	%	%	%
Total Eur-16	4,09	1,85	2,85
4 pays neufs	3,5	2,66	3,04
Japon	8,05	2,18	4,79
Total 21 pays	4,03	2,24	3,04

30. Ce point avait été souligné, dès les années 1960, par Alain BARRÈRE, « Tiers-Monde et développement », *Recherche sociale*, septembre/octobre 1966.

Tableau 2
Échantillon de 99 pays en développement et revenus *per capita*

99 PMD	1950	1973	2001	99 PMD (suite)	1950	1973	2001
1. Afrique du Sud	2 535	4 175	4 208	51. Barhein	2 104	4 376	5 177
2. Angola	1 052	1 791	797	52. Birmanie	396	628	1 409
3. Bénin	1 084	1 061	1 347	53. Cambodge	518	813	1 124
4. Botswana	349	1 119	4 552	54. Chine	439	839	3 583
5. Burkina-Fasso	474	680	877	55. Corée (Rép. de)	770	2 841	14 273
6. Burundi	360	556	576	56. Corée du Nord	770	2 841	1 154
7. Cameroun	671	1 003	1 149	57. Gaza (Bande de)	949	2 184	3 953
8. Cap-Vert	450	529	1 812	58. Hong-Kong	2 218	7 105	21 259
9. Comores	560	889	574	59. Inde	619	853	1 957
10. Congo	1 289	2 132	2 239	60. Israël	2 817	9 645	15 756
11. Côte d'Ivoire	1 041	1 899	1 297	61. Jordanie	1 663	2 388	4 055
12. Djibouti	1 500	2 185	1 106	62. Laos	613	770	1 204
13. Égypte	718	1 022	2 361	63. Liban	2 429	3 155	3 430
14. Érythr. & Éthiopie	390	626	660	64. Malaisie	1 559	2 560	7 756
15. Gabon	3 108	7 286	3 877	65. Mongolie	435	860	1 070
16. Gambie	607	997	915	66. Népal	496	622	1 028
17. Ghana	1 122	1 397	1 311	67. Oman	623	3 279	6 926
18. Guinée	303	478	587	68. Pakistan	643	954	1 947
19. Guinée-Bissau	289	882	668	69. Philippines	1 070	1 964	2 412
20. Kenya	651	961	1 016	70. Singapour	2 219	5 977	21 011
21. Lesotho	355	769	1 705	71. Sri Lanka	1 253	1 504	3 562
22. Libéria	1 055	1 447	846	72. Syrie	2 409	4 017	7 547
23. Madagascar	951	1 144	731	73. Taiwan	924	4 091	16 214
24. Malawi	324	567	674	74. Thaïlande	817	1 874	6 383
25. Mali	457	584	830	75. Turquie	1 623	3 477	6 033
26. Maroc	1 455	1 694	2 782	76. Vietnam	658	836	1 850
27. Maurice	2 490	3 680	11 318	77. Yémen	911	1 640	2 594
28. Mauritanie	464	966	1 033	78. Argentine	4 987	7 962	8 137
29. Mozambique	1 133	1 873	1 611	79. Bolivie	1 919	2 357	2 559
30. Namibie	2 160	3 486	3 813	80. Brésil	1 672	3 882	5 570
31. Niger	813	741	526	81. Chili	3 821	5 093	10 001
32. Ouganda	687	838	809	82. Colombie	2 153	3 499	5 087
33. Rép. centrafr.	772	837	642	83. Costa Rica	1 963	4 319	6 126
34. Réunion	1 989	3 774	4 610	84. Cuba	3 390	3 240	2 481
35. Rwanda	547	688	871	85. Équateur	1 863	3 290	3 849
36. Sénégal	1 259	1 315	1 474	86. Guatemala	2 085	3 204	3 363
37. Seychelles	1 912	3 224	5 808	87. Haïti	1 051	1 013	785
38. Sierra Leone	656	1 087	386	88. Honduras	1 313	1 642	1 958
39. Somalie	1 057	1 176	851	89. Jamaïque	1 327	4 130	3 636
40. Soudan	821	780	1 015	90. Mexique	2 365	4 845	7 089
41. Swaziland	721	2 258	2 610	91. Nicaragua	1 616	2 921	1 571
42. Tanzanie	424	590	540	92. Panama	1 916	4 250	5 715
43. Tchad	476	433	445	93. Paraguay	1 584	2 038	2 959
44. Togo	574	1 053	575	94. Pérou	2 263	3 952	3 630
45. Tunisie	1 115	2 221	4 710	95. Porto Rico	2 144	7 302	14 452
46. Zaïre	570	836	202	96. Rép. Dom.	1 027	2 005	3 651
47. Zambie	661	1 062	686	97. Salvador	1 489	2 342	2 713
48. Zimbabwe	701	1 432	1 158	98. Trinité & Tob.	3 674	8 685	14 295
49. Afghanistan	645	684	453	99. Uruguay	4 659	4 974	7 557
50. Bangladesh	540	497	897	Moyennes pondérées	812	1 467	3 181

Tableau 3
Caractères statistiques de l'échantillon de pays moins-développés

29 pays asiatiques							
	moyenne	écart-type	éc-type rel. %	maximum	minimum	max-min	max/min
1950	590	727,00	63,64	2 817	396	2 422	7,12
1973	1 072	2 162,42	85,58	9 645	497	9 148	19,42
2001	3 188	6 082,90	106,00	21 259	453	20 805	46,89
48 pays africains							
	moyenne	écart-type	éc-type rel. %	maximum	minimum	max-min	max/min
1950	874	642	73,46	3 108	289	2 819	10,75
1973	1 301	1 261	96,90	7 286	433	6 853	16,84
2001	1 407	1 964	139,60	11 318	202	11 117	56,08
22 pays latino-américains							
	moyenne	écart-type	éc-type rel. %	maximum	minimum	max-min	max/min
1950	2 406	1112,74	46,25	4 987	1 027	3 960	4,86
1973	4 288	1981,37	46,21	8 685	1 013	7 672	8,57
2001	5 684	3724,33	65,53	14 452	785	13 668	18,42

Quant à l'argument de l'homogénéité et de la solidarité politiques des nations pauvres, il ne peut que surprendre. Le temps d'un certain *consensus* plus ou moins solide, réalisé sur les notions de non-alignement sur l'un ou l'autre des deux grands blocs (Est et Ouest) et de solidarité en faveur des peuples encore colonisés, consensus symbolisé notamment par les Conférences de Bandung (avril 1955) puis de Belgrade (1961), est depuis fort longtemps révolu. Ainsi les guerres, récurrentes et toujours sanguinaires, intérieures au continent africain notamment, sont une première et pénible manifestation des rivalités et affrontements susceptibles de paralyser le développement d'une bonne partie du Sud. De même, lorsqu'ils ont procédé au premier puis au second « chocs pétroliers » les pays de l'OPEP, arabes pour la plupart, ne se sont guère posé de questions sur les conséquences (désastreuses, on le sait) de leurs décisions sur le développement des autres pays pauvres (nations arabes comprises), mais non producteurs de pétrole. Ou encore, l'envahissement du Koweït par les troupes irakiennes n'eut rien, que l'on sache, d'un acte d'affectueuse amitié ; pas plus, d'ailleurs, que l'assistance apportée ensuite aux Américains et à leurs alliés par divers pays de la région, face au même Irak, lors de la première « guerre du Golfe ». La menace permanente d'un conflit indo-pakistanaï, mettant de surcroît en cause des pays dotés de l'arme nucléaire, est sans doute, aussi, un bel exemple de solidarité de deux peuples moins avancés. L'attitude du Pakistan lors de la récente intervention américaine en Afghanistan est un autre cas, tout à fait caractéristique.. illustrant la belle solidité politique interne du groupe Tiers-Monde ou Sud. Bref, on pourrait multiplier les exemples de

ce genre... en citant, entre autres, l'interminable guerre (civile et étrangère) qui agite depuis plus de dix ans le Congo (Brazzaville), ou bien encore la récente crise ivoirienne, sans occulter aussi les risques de guerre civile désormais patents dans une nation de l'importance politique et démo-économique de l'Indonésie...

III – Estimation des écarts et de leur évolution

Tout au long des décennies 1950, 1960 et 1970 le recours aux revenus *per capita* était la seule solution s'offrant à ceux qui s'intéressaient au « gap » et à son estimation. Les concepts de produit et/ou de revenu global et par tête ont, dès cette époque, fait l'objet de critiques concernant autant les méthodes présidant à leur élaboration³¹ que leur signification véritable. Sur ce dernier point l'utilisation de dollars internationaux constants pour en donner la mesure lève un certain nombre de doutes, mais pas tous³². Quoi qu'il en soit, l'utilisation de ces concepts fut incontournable jusqu'au début des années 1980, dans la mesure où l'on n'avait rien à leur substituer ! À partir de la décennie 1980 on commença à disposer d'indicateurs plus représentatifs peut-être : les Indicateurs du développement humain (IDH) que nous avons définis plus haut. Ceux-ci ont été rétrospectivement calculés, à compter de l'année 1975, pour tous les pays riches (tab. 4). Malheureusement l'information est plus limitée (encore qu'enrichie d'année en année) pour un nombre assez élevé de nations en développement. Surtout, on commence à peine à disposer de séries d'IDH suffisamment longues pour être significatives pour notre propos³³. Nous les utiliserons principalement pour confirmer ou infirmer certaines des tendances révélées par les PIB *per capita* en nous appuyant sur un échantillon de 66 nations en développement (tab. 5), rassemblant en 2000 quelque 3 776 703 000 personnes (61,42 % de la population mondiale) et nombre de nations particulièrement importantes du monde moins développé.

31. Voir, par exemple, le long chapitre que nous avons personnellement consacré à cette question, in Jean MARCZEWSKI et Roland GRANIER, *Comptabilité nationale*, Paris, Éditions Dalloz, 1978, pp. 497-529.

32. En particulier, reste relativement entière la question de la plus ou moins grande stabilité de la distribution des revenus. Il est clair que l'évolution d'un revenu moyen est d'autant plus significative qu'elle s'accompagne d'une distribution stable des divers revenus qu'il est censé synthétiser. Il reste que dans les pays pauvres qui amorcent un véritable développement, il n'est pas rare que pendant un temps assez long (deux ou trois décennies au moins) l'inégalité de la distribution commence par s'aggraver pour amorcer ensuite une certaine tendance à se réduire. Les pays européens aujourd'hui riches sont apparemment passés par une telle évolution au 19^e siècle. Au cours de la seconde moitié du 20^e il est probable que des nations ou régions comme le Japon, Taiwan, la république de Corée, ou encore Hong-Kong, ont connu une évolution comparable. D'ailleurs diverses études conduites en « cross-section », notamment dans le cadre d'un programme de recherches du Bureau International du Travail au cours des années 1970, confirment la validité probable de ce schéma (qualifié de « courbe de Kuznets ») dans le Tiers-Monde. Voir sur ces points l'excellente synthèse faite par Philippe BARTHÉLEMY, *Répartition des revenus et développement économique. Aspects théoriques*, Aix-en-Provence, mai 1981.

33. Par comparaison au contenu du tableau 2 *supra*, les carences de l'information sur les IDH nous contraignent à éliminer 16 pays d'Afrique, 13 pays d'Asie et 4 pays d'Amérique latine, soit 33 nations au total (1/3 exactement de notre échantillon). Voir, *infra*, tableau 5.

A — Le critère du revenu par tête

En se référant au contenu des tableaux 1 et 2 précédemment présentés, on peut tenter une mesure du « gap » séparant, aux trois dates considérées (1950, 1973, 2001), les pays pauvres et les nations riches, en se référant d'une part, au *revenu moyen pondéré* des pays riches et d'autre part, à la « lisière » (inférieure) du groupe qu'ils forment³⁴, c'est-à-dire aux revenus *minima* que l'on peut y repérer à chaque date. Si on leur compare les revenus pondérés moyens du groupe des 99 pays en développement (tab. 2) on obtient les résultats suivants :

	1950	1973	2001
A. Moyenne pays riches	6 975	17 295	32 118
B. Moyenne pays pauvres	812	1467	3181
C. Écart absolu (A-B)	6 163	15 828	28 937
D. Écart relatif (A/B)	8,59	11,79	10,10
	1950	1973	2001
E. Lisière pays riches	1915	6867	12579
F. Moyenne pays pauvres	812	1467	3181
G. Écart absolu (E-F)	1103	5400	9398
H. Écart relatif (E/F)	2,36	4,68	3,95

Ces résultats révèlent deux phénomènes importants : d'une part l'écart relatif, considéré dans une perspective aussi globale, est beaucoup moins important qu'on ne le dit généralement : par référence au nombre 1 (revenu pondéré moyen des pays pauvres) il est de l'ordre de 8 (1950) à 11 (2001) en se référant au revenu pondéré moyen des pays riches (procédé apparemment le plus souvent usité) et de 2 à 4 seulement si l'on se réfère à la lisière de ce dernier groupe. D'autre part, avec les deux modes de calculs retenus, s'il s'est sensiblement accru de 1950 à 1973, il ne s'en est pas moins réduit par la suite ou, au minimum, stabilisé³⁵. Ce qui est loin de confirmer la teneur générale du discours le plus fréquent³⁶ !

Dans ce contexte, la prise en considération des divers sous-ensembles composant notre échantillon global de 99 pays en développement se révèle particulièrement instructive. Pour les revenus moyens pondérés on peut en

34. Cette lisière était symbolisée par la Grèce en 1950 et en 2001 et par l'Irlande en 1973.

L'utilisation de cette ligne de démarcation est à nos yeux justifiée par le fait qu'après tout la problématique du « gap » correspond à la distance séparant un pays pauvre de la « porte d'entrée » dans le club des nations dites riches.

35. Soyons prudent compte tenu du caractère plus ou moins imprécis de toutes les statistiques concernant les pays pauvres.

36. Pour trouver un « gap » de l'importance de ceux que l'on annonce souvent il faut, par exemple, comparer à chacune de nos dates les minima des pays pauvres aux moyennes des pays riches, ce qui est très peu significatif : moyenne pays riches : (1950 : 6 975), (1973 : 17 295), (2001 : 32 118) ; minima pays pauvres : (1950 : 289), (1973 : 433), (2001 : 202) ; écart absolu : (1950 : 6 686), (1973 : 16 862), (2001 : 31 916) et écart relatif : (1950 : 24,13), (1973 : 39,94), (2001 : 159,00).

effet donner les détails suivants concernant les taux de croissance annuels moyens :

	1950-1973	1973-2001	1950-2001
48 pays d'Afrique	1,75	0,28	0,94
29 pays d'Asie	2,63	3,97	3,36
22 pays d'Am. latine	2,54	1,01	1,70
Total 99 PVD	2,72	3,09	2,92

Il est parfaitement clair que les 48 pays d'Afrique sont ceux qui présentent les progressions les plus faibles³⁷. Vient ensuite l'Amérique latine qui a vu la croissance des niveaux de vie se ralentir fortement à partir de 1973³⁸. À l'opposé c'est bien l'Asie qui manifeste le plus fort dynamisme, supérieur à celui des deux autres ensembles dès les années 1950-1973, et en forte accélération à partir de 1973³⁹.

Entrons quelque peu dans le détail des diverses nations. Il faut sur ce point savoir que huit pays en développement ont réduit l'écart relatif les séparant des pays riches de 1950 à 1973⁴⁰ ; on n'y trouve aucun pays d'Afrique... Mais 19 (et non des moindres dans une perspective démo-économique) sont dans une situation analogue pour la période 1973-2001⁴¹, parmi lesquels on relève trois pays africains seulement... 10 enfin ont connu des améliorations suffisamment importantes au cours de l'une et/ou l'autre de ces deux sous-périodes pour que leur situation se soit globalement améliorée sur l'ensemble de la longue période 1950-1973⁴² ; ne figure parmi eux aucun pays d'Afrique...

37. On ne trouve que sept pays africains sur 48 qui ont connu, soit de 1950 à 1973, soit de 1973 à 2001, soit enfin sur ces deux sous-périodes, une croissance annuelle moyenne de leur produit par tête supérieure à celle offerte en moyenne pondérée par les nations riches (Bostwana, Cap-Vert, Égypte, Guinée-Bissau, Lesotho, Maurice, Swaziland).

38. On ne trouve que trois pays d'Amérique latine sur 22 présentant, soit de 1950 à 1973, soit de 1973 à 2001, soit enfin sur ces deux sous-périodes, une croissance annuelle moyenne de leur produit par tête supérieure à celle offerte en moyenne pondérée par les nations riches (Chili, Jamaïque et Porto-Rico).

39. On trouve, enfin, seize pays d'Amérique latine sur 22 présentant, soit de 1950 à 1973, soit de 1973 à 2001, soit enfin sur ces deux sous-périodes, une croissance annuelle moyenne de leur produit par tête supérieure à celle offerte en moyenne pondérée par les nations riches (Birmanie, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Hong-Kong, Inde, Israël, Malaisie, Oman, Pakistan, Singapour, Sri Lanka, Syrie, Taïwan, Vietnam).

40. République de Corée, Corée du Nord, Hong-Kong, Israël, Jamaïque, Oman, Porto Rico, Taïwan. Ce progrès peut d'ailleurs être considéré comme plus ou moins négligeable : il ne concerne en effet que 1,8 % de la population mondiale de 1950.

41. Birmanie, Chili, Chine, République de Corée, Hong-Kong, Inde, Malaisie, Oman, Pakistan, Porto Rico, Singapour, Sri Lanka, Syrie, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Bostwana, Guinée-Bissau, Swaziland... Cette fois la population totale concernée atteint 44,7 % de la population mondiale de 1973 et 28,9 % de celle de 2001.

42. Chine, République de Corée, Hong-Kong, Israël, Malaisie, Oman, Porto Rico, Singapour, Taïwan, Vietnam... Soit 24 % de la population mondiale, en 2001.

D'autre part et ainsi que l'on pouvait s'y attendre, les stabilisations et réductions d'écart absolu sont beaucoup plus rares et toujours récentes : elles ne concernent que la Malaisie (stabilisation) ainsi que quatre nations asiatiques qui connaissent de sensibles réductions et dont l'énumération ne saurait surprendre : Hong-Kong, Malaisie, Singapour et Taïwan.

B — Le critère des Indicateurs du développement humain (IDH)

Par construction compris entre 0 et 1⁴³ ces indices sont disponibles pour 66 de nos 99 pays, notamment pour 1975 et 2000. Comme le montre bien le tableau 4 les pays riches présentent tous des IDH élevés et en progression, sans la moindre exception, de 1975 à 2000. En 1975 la Suisse et le Canada arrivent en tête, la France occupe la 11^e position, l'Italie, l'Espagne, l'Irlande, la Grèce et le Portugal ferment la marche. En 2000 ce sont la Norvège et la Suède qui arrivent en tête, le Canada occupant toujours une belle place (3^e) ; la Suisse rétrograde fortement (10^e position), la France demeure à la 11^e place ; mais l'Irlande fait une superbe remontée du 19^e au 10^e rang alors que l'Italie, l'Espa-

Tableau 4
Les indicateurs du développement humain (IDH) dans 21 pays riches

	1 975	g 1975-2000	
		2 000	%
Allemagne	0,859	0,925	0,30
Australie	0,844	0,939	0,43
Autriche	0,840	0,926	0,39
Belgique	0,844	0,939	0,43
Canada	0,866	0,940	0,33
Danemark	0,866	0,926	0,27
Espagne	0,819	0,913	0,44
Finlande	0,836	0,930	0,43
France	0,848	0,928	0,36
Grèce	0,808	0,885	0,36
Irlande	0,818	0,925	0,49
Italie	0,828	0,913	0,39
Japon	0,854	0,933	0,35
Norvège	0,859	0,942	0,37
Nouvelle-Zélande	0,849	0,917	0,31
Pays-Bas	0,861	0,935	0,33
Portugal	0,737	0,880	0,71
Royaume-Uni	0,841	0,928	0,39
Suède	0,863	0,941	0,35
Suisse	0,874	0,928	0,24
États-Unis	0,863	0,939	0,34
16 pays d'Europe	0,841	0,922	0,37
4 pays neufs	0,862	0,939	0,34
Japon	0,854	0,933	0,35
Ensemble 21 pays	0,850	0,930	0,36

43. Voir, sur un plan méthodologique, les importantes et fort claires annexes qui leur sont consacrées, PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, 2002, *op. cit.*, pp. 252-259.

gne, la Grèce et le Portugal demeurent en queue de peloton... Quoi qu'il en soit, l'intervalle relatif de variation (IDH maximum/IDH minimum) se resserre sensiblement au cours de la période, passant de 1,19 à 1,07, ce qui confirme la tendance générale à l'homogénéisation du groupe des nations riches, déjà décelée à propos de l'évolution des revenus par tête.

Mais la situation est beaucoup plus contrastée dans les pays pauvres (tab. 5). Notons cependant que seuls cinq d'entre eux connaissent des IDH plus ou moins stagnants (Mozambique, Niger, République centrafricaine, Swaziland et Zimbabwe) et qu'un seul, la Zambie, présente en la matière une véritable régression. Partout ailleurs les IDH se sont sensiblement améliorés de 1975 à 2000. L'intervalle relatif de variation (maximum/minimum) reste stable en Afrique (2,8) et relativement stable pour l'ensemble des trois continents (3,41 en 1975 et 3,23 en 2001). Mais il se réduit sensiblement ailleurs, passant de 2,73 à 1,87 en Asie et pour l'ensemble « Asie + Amérique latine », ainsi que de 1,55 à 1,34 pour l'Amérique latine seule.

La synthèse suivante résume l'essentiel de cette évolution :

	1975 moyenne	2000 pondérée	1975 maximum	2000 maximum	1975 minimum	2000 minimum
Afrique	0,387	0,488	0,649	0,772	0,232	0,277
			Afrique du Sud	Maurice	Burkina-Fasso	Niger
Asie	0,482	0,656	0,790	0,896	0,289	0,478
			Israël	Israël	Népal	Bangladesh
Amérique latine	0,729	0,832	0,785	0,844	0,506	0,631
			Argentine	Argentine	Guatemala	Guatemala
Ensemble	0,500	0,656	0,790	0,896	0,232	0,277
			Israël	Israël	Burkina-Fasso	Niger
Asie + Am. latine	0,512	0,679	0,790	0,896	0,289	0,478
			Israël	Israël	Népal	Bangladesh

Au total, en termes d'IDH le « Gap » a évolué comme suit de 1975 à 2000 :

	1975	2000
21 pays riches		
Moyennes pondérées	0,850	0,930
Lisière	0,737	0,880
66 pays en développement		
Moyennes pondérées	0,500	0,656
Écart absolu à la moyenne des pays riches	0,350	0,274
Écart absolu à la lisière des pays riches	0,237	0,224
Écarts relatifs à la moyenne des pays riches	1,700	1,418
Écarts relatifs à la lisière des pays riches	1,474	1,341

Pour la première fois nous rencontrons une réduction des écarts absolus comme des écarts relatifs. Cela montre à quel point les seuls indicateurs

Tableau 5
Les indicateurs du développement humain (IDH) dans 66 pays en développement

99 PMD	1975	2000	99 PMD (suite)	1975	2000
1. Afrique du Sud	0,649	0,695	53. Cambodge	*	*
2. Angola	*	*	54. Chine	0,523	0,726
3. Bénin	0,288	0,420	55. Corée (Rép. de)	0,691	0,882
4. Botswana	0,494	0,572	56. Corée du Nord	*	*
5. Burkina-Fasso	0,232	0,325	57. Gaza (Bande de)	*	*
6. Burundi	0,280	0,313	58. Hong-Kong	0,756	0,888
7. Cameroun	0,410	0,512	59. Inde	0,407	0,577
8. Cap-Vert	*	*	60. Israël	0,790	0,896
9. Comores	0,480	0,511	61. Jordanie	0,636	0,717
10. Congo	0,417	0,512	62. Laos	*	*
11. Côte d'Ivoire	0,369	0,428	63. Liban	*	*
12. Djibouti	*	*	64. Malaisie	0,616	0,782
13. Égypte	0,435	0,642	65. Mongolie	*	*
14. Érythr. & Éthiopie	*	*	66. Népal	0,289	0,490
15. Gabon	*	*	67. Oman	*	*
16. Gambie	0,272	0,405	68. Pakistan	0,345	0,499
17. Ghana	0,438	0,548	69. Philippines	0,652	0,754
18. Guinée	*	*	70. Singapour	0,722	0,885
19. Guinée-Bissau	0,248	0,349	71. Sri Lanka	0,616	0,741
20. Kenya	0,443	0,513	72. Syrie	0,538	0,691
21. Lesotho	0,478	0,535	73. Taïwan	*	*
22. Libéria	*	*	74. Thaïlande	0,604	0,762
23. Madagascar	*	*	75. Turquie	0,593	0,742
24. Malawi	0,316	0,400	76. Vietnam	*	*
25. Mali	0,252	0,386	77. Yémen	*	*
26. Maroc	0,429	0,602	78. Argentine	0,785	0,844
27. Maurice	0,630	0,772	79. Bolivie	0,514	0,653
28. Mauritanie	0,337	0,448	80. Brésil	0,644	0,757
29. Mozambique	0,302	0,322	81. Chili	0,702	0,831
30. Namibie	*	*	82. Colombie	0,660	0,772
31. Niger	0,234	0,277	83. Costa Rica	*	*
32. Ouganda	*	*	84. Cuba	*	*
33. Rép. centrafr.	0,333	0,375	85. Équateur	0,627	0,732
34. Réunion	*	*	86. Guatemala	0,506	0,631
35. Rwanda	0,336	0,403	87. Haïti	*	*
36. Sénégal	0,313	0,431	88. Honduras	0,518	0,638
37. Seychelles	*	*	89. Jamaïque	0,687	0,742
38. Sierra Leone	*	*	90. Mexique	0,689	0,796
39. Somalie	*	*	91. Nicaragua	0,565	0,635
40. Soudan	0,346	0,499	92. Panama	0,712	0,787
41. Swaziland	0,512	0,577	93. Paraguay	0,665	0,740
42. Tanzanie	*	*	94. Pérou	0,641	0,747
43. Tchad	0,256	0,365	95. Porto-Rico	*	*
44. Togo	0,394	0,493	96. Rép. dom.	0,617	0,727
45. Tunisie	0,514	0,722	97. Salvador	0,586	0,706
46. Zaïre	*	*	98. Trinité & Tob.	0,722	0,805
47. Zambie	0,449	0,433	99. Uruguay	0,757	0,831
48. Zimbabwe	0,547	0,551			
49. Afghanistan	*	*	Moyennes pondérées		
50. Bangladesh	0,335	0,478		0,387	0,488
51. Barheïn	*	*	Asie	0,482	0,656
52. Birmanie	*	*	Amérique latine	0,729	0,832
			Ensemble	0,500	0,656

monétaires (PIB par tête) sont insuffisants pour « situer » nombre de pays pauvres dans le relatif international. De plus cela montre combien, après plus de cinq décennies axées sur la promotion des pays en développement, des progrès ont pu être réalisés (longévité, savoir et instruction) qui sont inévitablement occultés par des statistiques purement monétaires ; enfin cela donne des raisons supplémentaires d'espérer en ce sens que la santé et le savoir, éléments fondamentaux du capital humain (au sens le plus large) des individus, sont d'importants garants du développement futur.

IV – La vitalité des nations du Sud

Tout ce qui précède démontre qu'il est un nombre important de pays certes moins développés, mais néanmoins en voie de développement véritable, qui manifestent un dynamisme qu'une généralisation statistique excessive occulte.

En effet, l'évolution du PIB *per capita* est prise dans une sorte de « tenaille » dont l'une des mâchoires porte le nom de croissance démographique et l'autre celui de croissance économique (c'est-à-dire du PIB total). Il en résulte que l'une des principales sources des fameux « cercles vicieux⁴⁴ » qui enferment tant de pays pauvres dans la stagnation ou quasi-stagnation, tient à une progression démographique très forte, souvent déraisonnable. Une consommation quasi incompressible absorbe alors l'essentiel d'un revenu *per capita* faible et maintenu en stagnation, ce qui raréfie à l'extrême l'épargne intérieure et les facultés d'investissement. Un recours à l'aide extérieure (importation d'une épargne étrangère), privée ou publique, est certes toujours possible. On en sait aussi les inconvénients en termes d'endettement et de service de la dette. Il importe donc de tenir compte des tendances évolutives de ces deux forces contradictoires pour juger les évolutions (observables ou probables) de nombre de pays du Tiers-Monde. Agissant dans des sens opposés et en quelque sorte rivaux sur le revenu par tête, les évolutions démographique et économique méritent assurément, chacune, une attention particulière, dans la mesure où l'on veut nuancer les jugements portés sur le devenir actuel du Sud et un peu moins se focaliser sur le seul « gap ».

A — La variable démographique

Dans le domaine de la démographie les bouleversements observés depuis 1950 sont en fait considérables. Dans une première phase, qui s'étend jusqu'à 1980 environ, l'explosion démographique des pays pauvres due, on le sait, à la conjonction d'une mortalité en régression constante et d'une fécondité débordante, conduisit les experts du monde entier à un pessimisme et un

44. Ce qui conduisit à la fameuse formule : « Un pays est pauvre parce qu'il est pauvre », R. NURKSE, *Les problèmes de la formation du capital dans les pays sous-développés*, Paris, Éditions Cujas, 1963, (1^{ère} éd. américaine en 1951).

alarmisme d'une rare intensité⁴⁵. La population mondiale, de l'ordre de 2,5 milliards de personnes en 1950, semblait inexorablement condamnée à connaître une progression ahurissante, certaines projections (extrapolations parfois simplistes ou prévisions plus « scientifiques ») allant jusqu'à annoncer 14 milliards d'hommes sur la terre pour 2075 – et préférant rester silencieuses pour la suite... Pourtant ce pessimisme radical est aujourd'hui très largement remis en cause⁴⁶.

En effet, si l'on a disposé, depuis plus d'un siècle (deux siècles en ce qui concerne la France) d'informations statistiques démographiques relativement fines pour les pays aujourd'hui riches, c'est depuis 30 ou 40 ans seulement que les informations s'affinent et se précisent pour les pays pauvres. Et l'on a, aujourd'hui, des quasi-certitudes qui modèrent très sensiblement le pessimisme antérieur. Par exemple⁴⁷ :

- le volume annuel mondial des naissances est passé par un maximum entre 1985 et 1990 (134 millions) ; il ne cesse de décroître, certes lentement, d'année en année, depuis environ 17 ans... ;
- l'indice mondial de fécondité (nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer), généralement désigné par I_F , qui était de 5 en 1950 n'est plus que de 2,6 en 2000 ;
- la mortalité mondiale s'est à peu près stabilisée en 2000 ;
- sur un échantillon de 157 pays riches et pauvres : 74 avaient un I_F au moins égal à 5 en 1950, on n'en trouve plus que 35 aujourd'hui ; 33 avaient un I_F compris entre 1,5 et 2,5 en 1950, on en trouve 59 aujourd'hui.

Au total la plupart des prévisions actuellement effectuées convergent vers une constatation qui aurait été jugée impensable voici seulement 15 ou 20 ans : la population mondiale sera de l'ordre de 11 milliards « seulement » en 2100⁴⁸ (contre 14 parfois prévus pour 2075⁴⁹) et, mieux encore, il s'agira probablement là d'un maximum suivi d'une décrue régulière : ainsi vers 2150 le peuplement de la planète pourrait déjà être retombé à 9 400 000 000 âmes...

Pour être un peu plus précis, dès 1980 la croissance annuelle en % de la population mondiale a commencé à décliner et l'on peut dire (certes en

45. Pour un exposé très complet des dangers d'une pression démographique excessive dans les pays pauvres, voir par exemple Stein HANSEN, « La population : un défi pour les spécialistes des sciences sociales et économiques », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 141, septembre 1994.

46. Voir les articles suivants parus dans *Le Monde* : A. BUCCIANI et G. HERZLICH, « La conférence des Nations Unies sur la population », 15 septembre 1994 ; L. TABAH, « 5 milliards et la suite... », 11 juillet 1987.

47. H. LÉRIDON, « Six milliards... et après ? », *Population et sociétés*, Paris, INED, n° 352, décembre 1999.

48. *Ibid.*

49. En gros on peut estimer que les projections ont été révisées à la baisse d'environ 15 % au cours des 10 à 15 dernières années.

résumant sensiblement), en partant d'un taux annuel de progression qui atteignait 1,44 % en 1980, que ce taux a alors commencé à se réduire régulièrement, en moyenne chaque année de 0,01 % peut-être (1,43 % en 1981, 1,42 % en 1982, etc.). Si bien qu'en l'an 2000 il n'était déjà plus que de 1,20 % et que vers 2100 il pourrait purement et simplement s'annuler. Le maximum prévisible serait alors à peu près atteint... Et le déclin pourrait s'ensuivre, à supposer que la tendance se prolonge... Comment expliquer un tel renversement des tendances démographiques ?

Pour l'essentiel il s'agit de l'accession de nombre de pays en développement à une véritable transition démographique, phénomène bien connu des démographes et, aujourd'hui, de tous les spécialistes des sciences humaines et sociales. Rappelons simplement ici que dans les premières phases du développement on observe, le plus souvent, une diminution de la mortalité (générale et infantile) se traduisant par un allongement de la durée moyenne de vie, vite suivie d'une régression de la fécondité, les deux phénomènes convergeant inévitablement vers un vieillissement de la population⁵⁰. Aucun pays aujourd'hui riche n'a jusqu'ici échappé à cette « transition » et nombre de pays en voie (réelle) de développement amorcent à leur tour aujourd'hui, au fil de leur croissance et des restructurations économiques et sociales qui en découlent, un processus comparable. En effet, même s'ils sont loin d'être totalement sortis d'une situation souvent misérable, quelques-uns d'entre eux ont désormais fait suffisamment de progrès économiques et sociaux pour donner des signes sérieux d'un démarrage de leur transition démographique. On peut aisément en citer et non des moindres : en Amérique latine le Brésil, le Mexique ; en Asie les fameux « dragons » et « tigres » et d'autres encore dont le décollage économique est relativement récent (Vietnam), l'Inde dans une certaine mesure (régions les plus dynamiques) et, bien entendu la Chine⁵¹. Ce sont ainsi de très larges pans des régions les plus peuplées et les plus déshéritées de la planète qui, à des degrés certes divers, amorcent depuis 30 ans peut-être un tel processus, réduisant notamment de façon tout à fait significative leur fécondité⁵². Il n'y a donc pas à s'étonner particulièrement des nouvelles tendances évolutives de la population mondiale⁵³.

Revenons pour quelques instants à notre échantillon de 99 pays pauvres. Il n'est pas sans intérêt de relever que 58 d'entre eux ont stabilisé (huit pays) et

50. On trouvera des exposés plus ou moins détaillés, abondants et explicites du phénomène de la transition démographique dans tous les grands manuels et ouvrages de démographie.

51. Certes dans ce dernier cas au travers de moyens très coercitifs et très contestables en termes de préservation des libertés des individus et des couples et de respect des droits de l'Homme.

52. On ne détecte pas moins de 124 pays en développement ayant sensiblement diminué leur indice de fécondité entre 1975 et 2000 (d'un point au moins), la moitié environ l'ayant divisé par deux ou plus. Voir, par exemple, PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain* (2002), tab. 5, pp. 162-165.

53. Voir notamment le fort clair exposé de Catherine ROLLET, 1998, *Introduction à la démographie*, Nathan (série Nathan Université, Sociologie), en particulier le chapitre 6. Consulter aussi l'étude de P. BOYER et A. RICHARD, « Éléments d'analyse de la transition démographique », *Population*, vol. 30, n° 4/5, 1975, pp. 825-848.

bien plus souvent réduit (50 pays) leur croissance démographique depuis 1950. C'est le cas pour un tiers des pays d'Afrique, pour 69 % des pays asiatiques et pour tous les pays d'Amérique latine composant nos échantillons. Au total 60,68 % de la population mondiale est concernée par ce ralentissement en 2001, soit 3 673 847 000 individus. De ce premier point de vue il est donc tout simplement inexact de soutenir ou de laisser entendre que rien ne se passe dans les pays du Sud. Et il nous semble plutôt bizarre que de telles constatations aient pu, jusqu'ici, échapper à nombre d'observateurs du monde en développement...

B — Le dynamisme économique

Passons enfin à la croissance économique, c'est-à-dire au dynamisme du PIB total dans les pays pauvres et en voie de développement rapide. L'examen attentif de notre échantillon de 99 pays en développement est enrichissant. Trente et un d'entre eux ont connu une croissance économique globale (PIB total) supérieure à celle des pays riches au cours de l'ensemble des années 1950-2001, c'est-à-dire sur chacune des deux sous-périodes 1950-1973 et 1973-2001 ; 15 autres ont surtout connu une croissance supérieure de 1950 à 1973 et 28 de 1973 à 2001. Ce sont ainsi 74 pays, au total (75 % de l'échantillon global), qui ont vu leur situation relative plus ou moins s'améliorer depuis 1950, représentant 66,27 % de la population mondiale en 2001. Sont ainsi en évolution positive 86 % de nos pays asiatiques, 77 % de nos nations d'Amérique latine et 67 % de nos nations africaines (dans ce dernier cas assez peu représentatives, il faut bien le reconnaître...). On voit vraiment mal, dans ces conditions, comment l'on peut soutenir que les « rapports Nord-Sud » aboutiraient à une sorte de jeu à somme nulle, dans lequel les riches ne progresseraient qu'au détriment des pauvres. Outre le fait qu'une telle affirmation impliquerait une stagnation de l'économie mondiale⁵⁴, ce que dément catégoriquement l'observation, force est de constater que les performances de nombreux pays moins développés sont largement supérieures à celles des nations riches.

L'importance de la croissance économique ainsi détectée est évidente pour tout analyste objectif⁵⁵. Le progrès naît dans certaines régions ou dans certains pôles de l'activité économique nationale et tend ensuite à se diffuser progressivement. Les taux de croissance économique observés dans le Tiers-

54. Laquelle, au contraire, fait preuve d'un dynamisme tout à fait remarquable : aux taux constatés, le doublement du PIB mondial se produit en moyenne tous les quatorze ans !

55. Nous avons déjà évoqué cet aspect de la question en nous interrogeant, notamment dans les années 1970, sur les sources de la croissance rapide de nombre de pays pauvres. Voir notamment R. GRANIER, « Essai sur la nature de la croissance rapide des pays moins développés (1950-1969) », *Études internationales*, vol. 3, n° 4, décembre 1972 ; R. GRANIER et P. DJONDANG, « Les aspects quantitatifs de la croissance économique des pays moins développés. Une analyse comparative transversale (1950-1974) », *Économie et sociétés*, série P, n° 26, août/septembre 1978. Une démarche assez voisine de la nôtre a par ailleurs été suivie par Alain BARRÈRE, *op. cit.*

Monde, réguliers et cumulatifs, sont très probablement révélateurs ou annonciateurs (selon les contextes) de divers « décollages » authentiques. Observation incontestable selon nous... Pour le dire autrement un progrès soutenu et substantiel de la production globale en longue période est aussi significatif et annonciateur d'une amélioration des niveaux de vie qu'une croissance des PIB par tête. Et ajoutons ici qu'au total ce ne sont pas moins de 52 pays en développement qui ont à la fois amélioré leur croissance économique et réduit leur croissance démographique au cours des 25 à 50 dernières années... Parmi eux figurent des nations aussi importantes par leur population que la Chine, l'Inde, les deux Corées, le Pakistan, la Malaisie, la Thaïlande, le Vietnam, le Brésil, le Mexique⁵⁶... Enfin, si l'on raisonne directement en termes de produits *per capita*, il n'est que peu étonnant de constater que 27 nations sur 99, rassemblant tout de même près de 48 % de la population mondiale en 2001, ont fait plutôt mieux que les nations riches : 9 d'entre elles offrent des performances supérieures tout au long des années 1950-2001 ; 14 autres présentent des résultats supérieurs depuis 1973 ; 4 seulement, enfin, ont fait « mieux » que les pays développés de 1950 à 1973, mais « moins bien » par la suite... Parmi ces 27 pays, on ne rencontre que 9 pays d'Afrique, 2 d'Amérique latine, mais 16 d'Asie.

Conclusion

L'importance de l'écart et le sens dans lequel il évolue méritent assurément d'être réexaminés. Disposant aujourd'hui de séries statistiques longues de plus en plus solides, fiables et diversifiées (apparition par exemple des IDH) sur les pays pauvres, disposant désormais aussi d'un recul de plus de cinq décennies⁵⁷, il ne nous semble pas inutile de revenir sur une question trop souvent considérée comme « réglée » sans autre vérification empirique sérieuse récente ou actualisée. Cette étude, bien trop cursive et générale, ne constitue qu'une ébauche qui nécessiterait élargissement et approfondissement.

La question de l'écart entre pays riches et pauvres est particulièrement délicate. Elle l'est pour commencer en tant que thème idéologiquement ou politiquement très sensible. Elle l'est aussi par l'étendue du champ couvert : l'immensité géographique et démographique du monde en développement et sa très grande hétérogénéité économique et sociale font que l'on est en droit de se demander s'il est bien significatif d'évoquer, *a fortiori* de vouloir mesurer, « un » écart entre des nations riches et des pays pauvres considérés comme des blocs clairement identifiables et comparables. Dans ces conditions affirmer, de façon vague et approximative mais souvent péremptoire néanmoins, que l'écart ne cesse de se creuser entre les deux catégories de pays relève bien plus de l'utilisation facile d'un poncif consacré et éculé que de la certitude scientifique.

56. Par manque de place nous ne pouvons citer ici toutes les nations concernées, et moins encore présenter de façon détaillée leurs performances démo-économiques.

57. Si l'on veut bien faire partir de 1950, approximativement, l'émergence des préoccupations concernant le monde en développement.

C'est pourtant ce que l'on fait très souvent. Dès lors vouloir vérifier l'éventuelle pertinence de l'assertion, en recourant aux moyens statistiques disponibles, nous paraît légitime, pour ne pas dire intellectuellement salubre.

Quelle que soit sa forme (absolue ou relative) on est bien obligé, pour apprécier le niveau et l'évolution de l'écart, de se référer à un indicateur synthétique ou réputé tel (moyenne ou autre) permettant d'en faire le calcul. Et la signification de cette moyenne est elle-même limitée par la diversité et l'hétérogénéité des pays en développement. Quoi qu'il en soit, nos estimations, de façon peu contestable nous semble-t-il dans le cadre de l'outillage disponible, nous font penser qu'en moyenne les pays riches se révélaient de 8 à 12 fois mieux pourvus, en termes de revenus *per capita*, que les pays pauvres sur la période 1950-2001⁵⁸. Nous ne voyons donc vraiment pas comment certains peuvent avancer des coefficients qui seraient par exemple de l'ordre de 50, sauf à comparer certains pays deux à deux (par exemple le Népal et la Suisse ou le Bangladesh et la Norvège), ce qui n'a plus rien à voir avec la mesure générale d'un écart global entre nations développées et moins développées ; ou sauf à comparer des « classes riches » et des « classes pauvres » disséminées dans différents pays, ce qui répond moins encore à la problématique des disparités internationales de niveaux de vie et ce qui relève d'une confusion fort naïve entre pauvreté et inégalités. Notons en outre que si l'on admet, sur la foi de données actuelles⁵⁹, que l'écart relatif allait en 1973 de 1 à 11,79 et que le taux de croissance du produit par tête des pays riches s'éleva par la suite à 2,24 % l'an (1973-2001) et celui des pays pauvres à 2,80 % l'an... l'écart absolu entre les deux moyennes⁶⁰ ne se stabiliserait, en prolongeant linéairement et mécaniquement ces tendances, que dans 411 ans et ne se trouverait comblé que dans 452 ans⁶¹ ! Même dans l'hypothèse où le taux de croissance du produit par tête doublerait dans les pays du Sud (tout en demeurant constant dans ceux du Nord), passant à 5,6 % par an⁶², la stabilisation de l'écart absolu ne surviendrait que dans 48 ans et sa résorption ne serait acquise que dans 76 ans ! Autant dire qu'il nous paraît pour le moins étonnant que l'on puisse s'obstiner à attendre, dans le court ou le moyen terme, une réduction de l'écart absolu... Propos certes idéologiquement porteur et séduisant, mais au réalisme à l'évidence beaucoup plus douteux.

Sur un tout autre plan, il est bien clair que la croissance observée depuis cinq décennies dans nombre de nations du Tiers-Monde est très inégalement répartie. Le continent asiatique est sans doute celui qui profite le mieux des opportunités nouvelles, l'Afrique restant assez largement à l'écart du mouvement

58. Rappel : 8,68 fois en 1950 ; 11,61 fois en 1973 ; 9,18 fois en 2001.

59. Nous reprenons le résultat de nos calculs présentés *supra* in texte.

60. Qui est bien celui auquel l'on songe le plus souvent dans l'opinion publique et dans les milieux des médias.

61. Jeu des intérêts composés géométriques... À ces taux la moyenne des produits par tête des pays riches doublerait tous les 31 ans et celle des pays pauvres tous les 25 ans. Bien évidemment il est hautement improbable que les taux demeurent aussi long temps constants.

62. Ce qui constituerait une avancée aussi considérable qu'actuellement peu probable.

et les pays d'Amérique latine, certes plutôt en avance sur le reste du Sud au début des années 1950, présentant des alternances de progression et de ralentissement (sinon de régression) qui paraissent peser assez fortement sur leur croissance (globale et par tête) de longue période. On est en droit de se demander, ici, si les dimensions qualitatives que constituent la cohésion sociale et les régimes politiques des nations n'ont pas une grande part de responsabilité dans les difficultés connues par ces continents, par l'Amérique latine dans une bonne mesure et par l'Afrique tout particulièrement. Les conflits internes qui ne cessent de sévir dans l'Afrique sub-saharienne et d'y compromettre pour l'instant toute chance sérieuse de voir s'enraciner un authentique processus de développement, semblent souvent liés au caractère arbitraire (aux yeux des diverses communautés et ethnies) des délimitations nationales léguées par les colonisations, qu'elles aient été française, britannique, portugaise ou allemande. On est là en présence d'une question d'une redoutable complexité, qui ne relève certes pas de la compétence de l'économiste, mais qui ne le laisse pas indifférent quand il s'interroge sur l'origine de certains freins au développement. On observe aussi, sur le continent africain comme en Amérique latine, l'existence de comportements parfois qualifiés de « socioculturels » mais qui n'en sont pas moins fortement négatifs : étendue et banalisation des phénomènes de prévarication et de corruption, ou encore tendance permanente à recourir à une administration publique souvent inerte, improductive et pléthorique. Tout cela tend à enliser les populations de nombreux pays pauvres dans l'immobilisme, l'apathie économique, si ce n'est la misère et la stagnation. Finalement de telles situations se révèlent propices à l'installation de l'arbitraire politique et à l'émergence de dictatures, alors que ces pays auraient tant besoin de structures politiques véritablement démocratiques. L'aide internationale publique notamment, dans de tels contextes, fait fréquemment l'objet de détournements privés et conduit, au profit de réseaux savamment tissés autour des pouvoirs en place, à l'édification de fortunes aussi insolentes que scandaleuses⁶³. Dans cette perspective l'on comprend mieux les actuelles réticences des pourvoyeurs de cette aide, qu'il s'agisse de nations ou d'organisations internationales, à renouveler sans cesse, d'annulations en ré-échelonnements et de ré-échelonnements en moratoires, des crédits faisant en réalité l'objet d'utilisations bien peu efficaces, voire souvent détournés de l'avantage collectif... De tous ces points de vue, les récents efforts entrepris dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le Développement, centrés essentiellement sur l'idée « que la réussite du développement est autant une affaire de politique que d'économie⁶⁴ » et qu'il est urgent « de mettre en place des modes de gouvernance démocratique solides et profondément enracinés, à tous les niveaux de la société », ne peuvent être que salués et encouragés, la

63. Sur ce point voir les deux derniers chapitres de l'ouvrage, fort édifiant, de Jean-Baptiste KEZA, *Structures mentales et aide au développement. Le chaînon manquant de la politique de développement*, Travaux du CEREF, Université d'Aix-Marseille, septembre 2003.

64. Il était effectivement temps d'en prendre claire conscience !

complexité, la difficulté et la longueur probable de cette tâche nouvelle ne pouvant naturellement échapper à personne⁶⁵...

Enfin, la façon dont est généralement posée la question du « gap » et de son devenir laisse plus ou moins implicitement entendre que rien ne se passerait (ou presque) dans le groupe des pays du Sud. L'écart se creuserait toujours plus entre un petit nombre de nations privilégiées, dynamiques, imaginatives et bien dotées en ressources et en esprit d'entreprise d'une part et, d'autre part, un groupe de pays en stagnation, mal dotés en termes de ressources et de climat, mal remis aussi de la colonisation et se trouvant en outre en situation plus ou moins permanente ou récurrente d'exploitation par les pays riches. Or cette interprétation typiquement inerte se trouve, selon nous, dangereusement alimentée par la mécanique intime du moindre développement : des croissances démographiques fréquemment excessives tendent en effet à gommer, aux yeux de nombre d'observateurs, les avancées, pourtant très souvent réelles, de leur activité économique, si bien qu'une fausse image d'immobilisme finit par s'imposer. Dans cette optique la prise en considération des évolutions (par opposition aux niveaux), depuis plus de cinquante ans, des grandes variables démographiques (natalité, fécondité, espérance de vie...) et économiques (PIB global réel) devrait atténuer le pessimisme ambiant⁶⁶. Au rythme d'évolution actuel, il n'est pas à exclure que dans un demi-siècle la composition des groupes de pays ici en cause soit à profondément réviser. Et peut-être sera-t-on alors surpris par l'ampleur des « reclassements » opérés. Cela n'aurait rien de surprenant car, après tout, l'économie mondiale n'a jamais offert, depuis cent cinquante ou deux cents ans, une image immuable de la hiérarchie des puissances et des richesses nationales.

65. Voir PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, 2002, consacré au thème « Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté ». Les cinq chapitres proposés méritent assurément attention et méditation.

66. La vive croissance enregistrée depuis nombre d'années (en gros, deux décennies au moins) par la Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour, Taiwan, la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie, le Vietnam, sans oublier les géants démo-économiques que sont la Chine et l'Inde, apporte une aveuglante contradiction à tous ceux qui ne veulent voir dans la réalité de la croissance mondiale qu'un fossé en voie d'élargissement permanent entre riches dynamiques et pauvres immobiles. La réalité englobe aussi, fort heureusement, bien d'autres phénomènes, en général largement positifs.